Energie : fin du charbon, retour du nucléaire ?

Isabelle Bourgeois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/780>

DOI : 10.4000/rea.780

ISBN : 978-2-8218-0852-2

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2006

Pagination : 41-42

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

Isabelle Bourgeois, « Energie : fin du charbon, retour du nucléaire ? », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 78 | octobre 2006, document 2, mis en ligne le 01 octobre 2008, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/780>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

© CIRAC

Energie : fin du charbon, retour du nucléaire ?

Isabelle Bourgeois

- 1 La dernière mine de charbon pourrait fermer outre-Rhin vers 2018. Un accord-cadre devrait être signé vers la fin octobre, et les modalités concrètes seront définies d'ici le printemps. Elles porteront sur le calendrier de la fermeture des dernières mines existantes (en Sarre et surtout en Rhénanie du Nord-Westphalie) comme sur l'entrée en bourse du groupe RAG (Essen) où se trouvent concentrées les activités charbonnières allemandes. Le secteur houiller est en crise depuis les années 1960 (voir REA 45/00). Alors qu'en 1957, il employait plus de 600 000 mineurs, ce nombre est tombé à moins de 34 000 aujourd'hui. Depuis longtemps, la mine n'embauche plus, et les derniers salariés prendront bientôt leur retraite. Le syndicat IG BCE peut donc se contenter d'accompagner l'évolution démographique, tout en refusant officiellement tout licenciement sec.

Fin de l'extraction de houille seulement

- 2 Le syndicat, qui exigeait jusqu'ici le maintien d'une activité houillère « de base » pour garantir l'accès de l'Allemagne à cette ressource, a opéré un changement de perspective : cette garantie prend maintenant la forme d'une clause de révision permettant de relancer l'exploitation de la houille au cas où le prix mondial du charbon s'envolerait démesurément d'ici 2015. L'Allemagne continuera d'importer du charbon ; l'abandon de l'extraction ne remet pas en question les activités de recherche dans une industrie moderne et, surtout, innovante en matière d'efficacité environnementale ou énergétique (*clean coal*).
- 3 La fin du traité de la CECA en juillet 2002 et le transfert auprès de la Communauté européenne de l'actif de la CECA (1,6 milliards €) auront eu leur part au revirement d'IG BCE : la Commission, qui gère le revenu de ces fonds, le destine au financement de l'innovation dans l'industrie houillère et sidérurgique. Dans ce contexte, maintenir une activité obsolète grâce à de lourdes subventions n'avait plus de sens. Les aides

allemandes au charbon ont certes diminué de moitié depuis 1999, mais elles s'élèvent toujours à près de 2 milliards €, soit un tiers des dépenses du ministère fédéral de l'Economie.

- 4 Il faut y ajouter les 750 millions € par an qu'y consacre la Rhénanie du Nord-Westphalie. Or les priorités du nouveau gouvernement Rüttgers (CDU/FDP) sont l'accélération de la modernisation structurelle de cet Etat, engagée par ses prédécesseurs (voir REA 62/03), et la réduction du déficit. Un rôle déterminant est revenu dans ce contexte à une étude commandée au cabinet KPMG par le ministère fédéral de l'Economie, et qui chiffre les retombées financières d'une entrée en bourse de RAG. Une sortie du charbon en 2018 permettrait de couvrir aisément les servitudes (estimées alors à 13,24 milliards €) : les provisions de RAG s'élèvent à 5,53 milliards €, et l'ouverture prochaine du capital devrait rapporter quelque 5,5 milliards € qui, s'y on y ajoute les intérêts de placement, permettraient au Land de faire face aux dépenses. Le gouvernement du Land a commandité de son côté une étude d'évaluation dont les conclusions seront confrontées avec celles de KPMG et les estimations de RAG. La comparaison permettra de résoudre la question de savoir s'il est plus rentable de rassembler en une entité les activités 'blanches' du conglomerat RAG (centrales énergétiques, immobilier, chimie : Degussa) et de mettre celle-ci en bourse ou au contraire de les vendre 'par appartements'. Reste à savoir quel statut donner aux activités houillères, subventionnées ; elles avaient été fédérées dans la Ruhrkohle AG créée à cet effet en 1968, et embryon de l'actuelle RAG. On s'oriente actuellement vers la solution d'une fondation : indépendant de l'Etat, mais d'intérêt général, un tel statut permettrait de gérer la transition tout en respectant le droit européen. Car depuis la fin du traité de la CECA, le secteur du charbon relève du droit commun.
- 5 La fin de l'extraction ne met pas un terme à l'exploitation d'une ressource stratégique dans le contexte des incertitudes sur l'approvisionnement énergétique de l'Allemagne. Et ce n'est pas un hasard si l'accord s'est conclu juste avant le « Sommet énergie » qui s'ouvre le 9 octobre : le gouvernement fédéral y définira, en coopération avec les acteurs de la branche, une esquisse de la future politique énergétique allemande, de même que les orientations d'une politique européenne face aux évolutions du contexte mondial.

Retour au nucléaire dans le futur *Energiemix* allemand ?

- 6 Si la question du nucléaire (un quart de la production d'électricité) ne figure pas officiellement à l'ordre du jour, elle n'en est pas moins présente. Comme il ne peut être question d'opérer un retour en arrière puisque l'abandon figure parmi les objectifs de la coalition fédérale, ce sont les Länder qui viennent d'ouvrir des négociations. Ils prônent d'allonger la durée de vie des centrales. Aucune date limite n'avait été fixée dans l'accord de 2000 : simplement une durée de vie moyenne de 32 ans, avec la possibilité d'une péréquation entre anciennes centrales et nouvelles. Depuis la fin de l'été, neuf Länder (CDU) ont entrepris d'élaborer un moratoire : Bade-Wurtemberg, Basse-Saxe, Bavière, Hambourg, Hesse, Rhénanie du Nord-Westphalie, Sarre, Saxe-Anhalt et Thuringe.
- 7 De leur côté, les électriciens ont ouvert un autre front : le gouvernement fédéral projetant de renforcer la régulation du secteur, ils menacent de rompre les

engagements pris en avril dernier et de ne plus investir dans l'extension des capacités, point faible de la filière énergétique (voir REA 72/05 et 76/06) et une des principales causes du coût élevé de l'électricité outre-Rhin. Ce n'est certes qu'une menace rituelle dans une féroce négociation, mais elle vient appuyer la réflexion de fond sur le conflit foncier d'un *Energiemix* allemand qui cherche désespérément à concilier compétitivité et souci environnemental. Les sources alternatives (et renouvelables) d'énergie étant largement insuffisantes pour couvrir les besoins, le nucléaire pourrait bientôt ne plus être un tabou en Allemagne.